

LE 13 JUIN, TOUS DANS LA RUE !

L'ampleur des mobilisations du 29 janvier, 19 mars, 1er mai ont permis d'obtenir des débuts de résultats.

Ceux-ci sont très insuffisants, au regard des revendications unitaires exprimées depuis le 5 janvier 2009 et alors que la crise continue de s'aggraver.

Patronat et gouvernement doivent engager négociations et concertation sur les sujets les plus urgents.

Tous dans la rue le 13 juin

pour se faire entendre

par le patronat et le gouvernement

Rendez-vous à 9 h 30 à la camionnette CFDT à Lyon,
angle Cours A. Thomas Rue du Professeur Rochaix

Départ à 10 h 30 pour la manifestation unitaire

en direction de la Place Bellecour

ENSEMBLE NOUS REVENDIQUONS

- l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés pour une relance par la consommation,
- des politiques industrielles en faveur d'un développement durable,
- des politiques économiques et coordonnées au niveau européen.

Le patronat doit assumer ses responsabilités et engager des négociations

Faire la sourde oreille ou essayer de diviser le front uni intersyndical n'est pas la bonne réponse. Il doit s'engager concrètement sur :

- Les politiques de salaires, les politiques industrielles, l'évolution de l'emploi au niveau des branches professionnelles, les rapports donneurs d'ordre – sous-traitants, pour maintenir et développer l'emploi et résorber la précarité ;
- Un accès facilité pour tous au chômage partiel, l'amélioration de la durée et du niveau de son indemnisation, associés à des formations qualifiantes ;
- La répartition et la redistribution des richesses produites dans les entreprises, l'amélioration des salaires et la réduction des inégalités, notamment entre les femmes et les hommes, la reconnaissance des qualifications, l'utilisation des aides publiques au bénéfice de l'emploi ;
- Les mesures favorables à l'emploi des jeunes permettant leur insertion sociale et professionnelle durable ;
- Le respect et l'amélioration des droits syndicaux et des institutions représentatives du personnel.

Le gouvernement doit mettre le social au centre de sa politique économique et :

- Revaloriser le SMIC, les minima sociaux, les pensions et les retraites, conditionner toute aide publique, tout allègement de cotisations sociales à des contreparties mesurables en matière d'emploi, de qualification et de rémunération ;
- Mettre en œuvre un plan ambitieux en faveur de l'emploi et de la qualification des jeunes;
- Prolonger l'indemnisation des demandeurs d'emploi en fin de droit. Donner au Pôle-Emploi les moyens nécessaires à l'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi ;
- Supprimer la défiscalisation des heures supplémentaires et le bouclier fiscal, mettre à contribution les stock-options au titre de la solidarité, consacrer ces ressources nouvelles au financement des mesures sociales ;
- Renoncer dans les fonctions publiques aux suppressions d'emplois prévues pour 2009 et 2010, garantir à l'hôpital public les moyens de ses missions, s'engager à résorber la précarité et tenir ses engagements en matière de négociations salariales. Ce sont des conditions pour des services publics de qualité qui répondent aux besoins de la population.
- Renoncer à l'extension du travail du dimanche ;
- Développer les structures d'hébergement et le logement social, encadrer le prix des loyers ;
- Faciliter l'accès aux soins pour tous (tarifs opposables en quantités suffisantes).